

Védrine rime-t-il avec Poutine ?

Vincent Laloy

Desk Russie, 17 juillet 2021

Hubert Védrine paraît être l'incarnation d'une sorte de néo-gaullisme : la Russie est présentée comme victime de l'Occident, États-Unis en particulier, perçus comme la principale menace, au point que l'un de ses successeurs au Quai d'Orsay, Bernard Kouchner, a déploré son aveuglement, dû à son « antiaméricanisme » (*L'Opinion*, 5-6 avril 2019). L'ancien ministre des Affaires étrangères de François Mitterrand continue à diffuser la « bonne parole » dans les médias, où il est considéré comme une sorte d'oracle.



Sa part de responsabilité dans les décisions prises au moment du génocide du Rwanda, dont il persiste à présenter sa version, pour-

tant infirmée par le rapport Duclert, n'a en rien entamé son omniprésence dans la presse écrite et sur les ondes : une ou deux pleines pages dans *Le Monde* des 25-26 juin 2006, 8 septembre 2007, 15-16 janvier 2017, dans *Le Figaro* des 26 avril 2018, 15 janvier et 2 octobre 2019, 6 janvier 2021, une autre dans *Le Progrès* du 18 avril 2021, pour ne retenir que ces trois titres.

En sa qualité de consultant, son résultat de 956 000 euros a bénéficié d'une hausse de 16 % pour atteindre 1,3 million de chiffre d'affaires (*Challenges*, 4 juil. 2019) ; en tant qu'administrateur de LVMH, il a empoché 45 000 euros en 2014 (*L'Express*, 1^{er} avril 2015). Cet ancien énarque avait été nommé au Conseil d'État au tour extérieur en 1986 tandis que sa femme, médecin de son état, l'était, cinq ans plus tard, à la Cour des comptes.

Védrine rend régulièrement hommage à la politique extérieure du général de Gaulle, célébrant le discours de Phnom Penh, en 1966, qualifié de « *juste et admirable* », le chef de l'État d'alors ne mettant en cause que la seule Amérique empêtrée au Vietnam, ignorant la responsabilité du Nord communiste qui avait

envahi le Sud ; dans la même livraison de la revue *Commentaire* (n° 79, automne 1997, p. 647), il glorifie la position française lors de la guerre des Six Jours, en 1967, qui condamnait exclusivement Israël, et approuve la sortie de la France du commandement intégré de l'OTAN, un an auparavant.

Rendant compte de son ouvrage *Comptes à rebours* (Fayard, 2018), le diplomate Michel Duclos a bien campé la pensée de l'auteur quand il estime qu'« à le lire, on pourrait avoir le sentiment que le "gaullomitterrandisme" védrinien est surtout un banal pro-russisme » (*Commentaire*, n° 164, hiver 2018-2019, p. 971).

Éternelle Russie !

Dans le cadre d'une visite qu'effectue Védrine, chef du Quai d'Orsay, à Moscou, en février 2000, Jean-François Revel relève son « sourire ravi » en train de serrer la main de Poutine, s'étonnant que le gouvernement français ait décidé de boycotter les ministres autrichiens, trop marqués à droite : « Or, si détestable que soit Haider, constate l'académicien français, on ne peut lui reprocher que des propos, pas des meurtres. Au contraire, la main de Poutine dégouline du sang des Tchétchènes, sans parler de son activité antérieure dans le KGB, en Allemagne, où il contribuait à la préparation par la Stasi d'attentats en Europe occidentale » (*Les Plats de saison*, Seuil, 2001, p. 46).

Dans les deux pages d'entretien que lui accorde *Libération* des 15-16 novembre 2008, l'ancien ministre plaide « pour négocier plus

avec la Russie ». Mieux : il préface l'ouvrage de l'ancien Premier ministre russe, Evgueni Primakov, fervent soutien de Poutine (*Economica*, 2009) — Primakov qu'Isabelle Mandraud et Julien Théron définissent ni plus ni moins comme « maître espion » (*Poutine, la stratégie du désordre*, Tallandier, 2021, p. 54).

Au début 2015, Védrine déplore les sanctions européennes contre la Russie, qu'il estime non « justifiées. [...] Il faut se démarquer d'une ligne américaine. [...] Il faut de la menace, de la fermeté, de la clarté, de la dissuasion, mais aussi une ouverture et des projets » (*Le Monde*, 10 mars 2015).

Toujours excuser, comprendre la Russie, encerclée ou presque, selon lui, par l'OTAN : ainsi, depuis la disparition de l'URSS, « tous les torts n'ont pas été le fait de la seule Russie », confie-t-il au *Point* du 8 février 2018. Il faut que « les Russes se sentent respectés. [...] L'invasion de la Crimée a été une réplique à la politique menée par George W. Bush, qui voulait à tout prix faire entrer l'Ukraine dans l'OTAN ». Quelques mois plus tard, il condamne l'Amérique qui continue à « s'acharner sur la Russie car elle a besoin d'un adversaire » (*Le Figaro*, 27 juil. 2018). Et de proclamer, avec insistance, qu'« avoir de plus mauvais rapports avec la Russie aujourd'hui que sous la détente avec l'URSS est absurde » (*Le Monde*, 30 déc. 2018), de même « que la menace russe est exagérée » (*Le Figaro*, 15 fév. 2019).

Alors, quand le chef de l'État reçoit Poutine, au cours de l'été 2019, à Brégançon, Védrine applaudit et dénonce une fois de plus « l'arrogance » de l'Occident, car « il faut établir, ou rétablir, de bons rapports de force

[...]. *Et donc parler, discuter, négocier, faire des propositions* » (*Le Figaro*, 17 août 2019). Quel a été le résultat des discussions franco-russes ? On n'en perçoit guère d'autre effet que le durcissement de la Russie tant sur le plan extérieur qu'intérieur.

Si Védrine consent à rappeler l'annexion de la Crimée, les assassinats d'anciens espions transfuges, les provocations, aériennes ou sous-marines, les ingérences informatiques, la répression des oppositions, le sauvetage du régime de Damas, il n'en continue pas moins de réproucher « *cette vague antirusse manichéenne* » (*L'Obs*, 19 déc. 2019). Il ne changera jamais d'opinion, estimant que « *Poutine est présenté hâtivement comme un danger et un ennemi de l'Europe* » (*Le Progrès*, 18 avril 2021). Natalie Nougayrède paraît fondée à s'étonner que Védrine « *n'ait jamais dénoncé, ces dix dernières années, telle ou telle répression par les régimes autocratiques* », la Russie, comme on l'a compris, et même la Chine ! (*Le Monde*, 11-12 nov. 2012). Il est vrai qu'en maintes occurrences, il a fustigé le « *droit-de-l'hommisme* » et l'on doute qu'il y ait fait référence lors du discours qu'il prononça à l'ambassade de Chine, célébrant le centième anniversaire du parti communiste chinois qui, comme l'on sait, a quelques millions de morts sur la conscience... Dans l'entretien au *Monde* de janvier 2017, il déclarait qu'il fallait « *prendre nos pertes* » (sic) quant à ce « *dossier* » relatif à la Syrie et à la Crimée.

Ajoutons ses sept passages sur *Russia Today* ou l'interview réalisée par *Thinkerview*, qui reflète souvent des points de vue pro-Poutine.

L'Amérique, voilà le problème

« *Je suis heureux, estime-t-il dans L'Expansion d'octobre 2006, que les Européens, sous l'impulsion de la France, essaient de se dégager de la ligne américaine qui avait imposé un blocus après la victoire du Hamas* ». « *La politique étrangère américaine de ces dernières années, confie-t-il à Paris-Match du 22 février 2007, est la plus mauvaise depuis 1945, et n'a fait qu'aggraver les problèmes.* » Pour le ci-devant secrétaire général de l'Élysée, « *l'atlantisme se réfère à l'alignement obligé de l'Europe sur les États-Unis* » (*Le Monde*, 15-16 janv. 2017).

Comme l'a relevé Jean-François Revel, « *si vous enlevez l'anti-américanisme de la pensée politique française, à droite comme à gauche, il ne reste presque rien* » (*Les Cahiers d'histoire sociale*, n° 21, hiver 2002-2003, p. 7). Védrine en est, de Mélenchon à Le Pen, via les Fillon, Chevènement et autres, la parfaite illustration. L'ex-ministre préconise de « *contrer la politique américaine.* [...] *La menace vient de la résurgence d'une tendance atlantiste à l'ancienne, celle de la droite française prégaulliste* » (*Le Monde*, 22 avril 2007). Oui, insiste-t-il, la France se doit de résister à la « *tentation atlantiste et occidentaliste* », mettant en garde face à une « *sainte alliance occidentale* » ralliée autour des États-Unis (*Le Monde*, 6 sept. 2007), qui « *ont atteint un niveau d'arrogance insupportable* » (*Le Nouvel Observateur*, 28 fév. 2013). Ils sont « *égoïstes* » (*L'Obs*, 7 nov. 2019). Lors d'une réunion des amis de Che-

vènement en 1986, il établit un singulier parallèle entre Moscou et Washington, dont aucun « *ne veut d'une France indépendante* », comme si l'Amérique constituait la même menace que celle de l'URSS (*Le Nouvel Observateur*, 25 mars 1986). En octobre 2002, il anime un cycle de conférences intitulé « *Faut-il avoir peur de l'Amérique ?* », se réjouissant, dans *Le Monde diplomatique* de septembre 2006, de l'apparition de « *fissures chez les néo-conservateurs américains* ».

Quand la présidence Sarkozy décide le retour de la France au sein du commandement intégré de l'OTAN, en 2009, Védrine dénonce un « *alignement* » (*Le Monde*, 19 mars 2009). La position de la France risque de déplaire à Moscou, qu'il y a lieu de toujours rassurer. Chirac, dans *Le Temps présidentiel* (Nil, 2011, p. 220-221), adhère totalement à la prise de position de son ministre de cohabitation. Répondant à son ami Régis Debray – est-il de mise d'user du tutoiement autrement qu'en privé ? —, Védrine, dans *Le Monde diplomatique* d'avril 2013, confirme sa position initiale, jugeant cette réintégration « *prise pour comble* » au président américain, invoquant le diplomate Gabriel Robin, ex-conseiller de Giscard, qui appelait, lui, à la disparition de l'OTAN.

Déjà, en 2001, lorsque le président américain remet à l'ordre du jour le projet de bouclier antimissiles, déclenchant l'hostilité de la Chine, de la Russie, voire de l'Union européenne, Védrine, approuvé par le président Chirac, exprime à la secrétaire d'État américaine ses réserves concernant l'« *effet déstabilisant* » du système (Jean-François Revel, *L'Obsession anti-américaine*, Plon, 2002, p.

293-294).

D'autres déclarations de Védrine confirment une mise en cause systématique de la politique américaine, ce qui ne peut que réjouir Poutine : ainsi, George W. Bush est coupable d'avoir proclamé « *la guerre contre le terrorisme* » (*Le Monde*, 10 sept. 2011), exonérant en quelque sorte le terrorisme de toute espèce de responsabilité. Et pour ce qui a trait au nucléaire iranien — sur lequel il n'émet pas de jugement —, c'est, là encore, le fait des États-Unis : « *Résistons à l'impérialisme juridique américain* », lance-t-il au *Figaro* du 15 février 2019.

Comme il se doit, il célèbre « *le remarquable ouvrage* » de Chevènement, *La France est-elle finie ?*, publié en 2011 (*Le Nouvel Observateur*, 10 fév. 2011), mais critique, sous le titre « *Les cécités de BHL* », un livre de Bernard-Henri Lévy, dont « *la philosophie conduirait à un affrontement généralisé de l'Occident* » (*L'Express*, 28 mars 2018). En revanche, se laisser interviewer par la revue d'extrême droite *Éléments* ne paraît pas le gêner.

D'autres choix de sa part sont sujets à caution : ainsi lorsqu'il n'hésite pas à rencontrer les dirigeants du mouvement terroriste Hamas à l'été 2009 (*Le Figaro*, 17 sept. 2009). On se souvient de sa relative indulgence manifestée lors d'attaques contre des Juifs (Pierre-André Taguieff, *Prêcheurs de haine, Mille et une nuits*, 2004, p. 291, note 57), de ses réserves à l'égard des ONG critiquant le pouvoir russe, amenant Claire Tréan à le qualifier de « *cynique* » dans *Le Monde* du 3 janvier 2001, de la mise au placard du journaliste Vincent Hervouët, dont les éditoriaux

lui déplaisaient (*TéléObs*, 27 janv. 2011). La conclusion lui appartient dans *La Revue des deux mondes* de septembre 2018 : « *Nous ne pouvons revenir dans le jeu que si nous apportons des idées, si nous travaillons avec la Russie, sans être en mauvais termes avec les Iraniens, c'est-à-dire sans nous laisser entraver par les États-Unis..., construisons une vision cohérente et fonctionnelle pour la Syrie.* » On ne l'aura pas vraiment entendu condamner les crimes de guerre commis par le régime de Poutine dans ce pays.